

Depuis deux ans, le Sri Lanka connaît la plus grave crise économique depuis son indépendance en 1948. La multiplication des pénuries dans tous les domaines (aliments, carburants, médicaments, etc.), l'inflation galopante et les coupures d'électricité frappent très durement la population. Celle-ci se soulève massivement depuis plusieurs semaines, en dépit de l'imposition d'un couvre-feu et d'une coupure des réseaux sociaux, pour exiger la démission du gouvernement.

Dans cet entretien, originellement publié en anglais dans le journal en ligne [Himal SouthAsian](#), l'économiste Ahilan Kadirgamar analyse les origines de cette crise historique qu'il relie aux politiques néolibérales menées de manière autoritaire dans le pays depuis la fin des années 1970 et l'intégration de celui-ci au capital financier global. Le pays est, selon lui, désormais parvenu à un véritable point de basculement, dont l'issue dépend de l'affrontement en cours entre les classes sociales et de la capacité des travailleurs-ses à imposer une redistribution des richesses.

Himal Southasian (ci-après HSA) : Comment caractériseriez-vous les défis économiques auxquels le Sri Lanka est confronté aujourd'hui, et y existe-t-il des tendances à plus long terme dans l'économie politique du pays qui pourraient nous aider à comprendre la situation actuelle ?

Ahilan Kadirgamar (ci-après AK) : C'est de loin la crise la plus dévastatrice à laquelle le Sri Lanka a été confronté depuis son indépendance en 1948. La conjoncture actuelle est semblable à celle des années 1930, lorsque le Sri Lanka a été frappé non seulement par la Grande Dépression, mais aussi par une crise de paludisme qui a entraîné d'énormes souffrances. Alors que la pandémie de COVID-19 a produit à la fois une urgence médicale et des perturbations économiques considérables, la crise économique actuelle au Sri Lanka a des origines beaucoup plus anciennes et larges que la pandémie.

L'économie sri-lankaise est sujette aux crises depuis sa libéralisation à la fin des années 1970. Le Sri Lanka a été le premier pays d'Asie du Sud à subir un ajustement structurel et à s'engager dans une trajectoire néolibérale. Les changements économiques apportés par le gouvernement de J. R. Jayawardena, appelés localement « réformes de l'économie ouverte », ont été mis en œuvre de manière autoritaire, avec un pouvoir utilisé non seulement pour réprimer les minorités, mais aussi pour attaquer les syndicats et la gauche en général.

Si l'on se souvient que le gouvernement Jayawardena a promulgué la loi sur la prévention du terrorisme (Prevention of Terrorism Act - PTA) en 1979 et s'est rendu complice de pogroms contre la minorité tamoule, on a tendance à oublier comment les syndicats ont été écrasés par le régime en juillet 1980. Des dizaines de milliers de travailleurs ont été mis au chômage, des zones de libre-échange laissant peu de place à l'organisation des travailleurs et travailleuses ont été établies, ce dont le mouvement ouvrier ne s'est toujours pas remis à ce jour.

La bulle économique qui a accompagné l'ouverture de l'économie à la fin des années 1970, propulsée par l'afflux de capitaux occidentaux, a commencé à se dégonfler en 1982. L'horrible pogrom de juillet 1983^[1] était une tentative du régime de Jayawardena de détourner l'attention du ralentissement économique. Puis, avec le début de la guerre civile, les politiques néolibérales n'ont pas pu se poursuivre à plein régime, les priorités de l'État s'étant déplacées vers la gestion d'une économie de guerre. Dans ce contexte, pendant les

années noires de ce long conflit de 26 ans, le capital mondial a perdu tout intérêt pour le Sri Lanka.

C'est au terme de l'année 2009, avec la fin désastreuse de la guerre et la stabilité autoritaire imposée par le régime Rajapaksa, que l'on a assisté à un afflux considérable de capitaux mondiaux, bien qu'à des fins spéculatives. Cette dynamique a été renforcée par l'énorme flux de capitaux vers les marchés émergents après la grande crise financière de 2008. Le Sri Lanka était considéré à la fois comme un marché émergent et une économie post-conflit, et la valeur de la bourse de Colombo a quadruplé dans les 18 mois qui ont suivi la fin de la guerre.

Il y a dix ans, j'ai qualifié ces changements politico-économiques survenus après la guerre au Sri Lanka, marqués par un régime autoritaire et des politiques pro-marché, de deuxième vague de néolibéralisme. C'est cette deuxième vague de financiarisation croissante qui a plongé le Sri Lanka dans la crise actuelle, bien que le pays ait été poussé dans le précipice par les bouleversements liés à la pandémie.

HSA : Les discussions menées dans la sphère publique sur la crise économique semblent englober un large éventail de problèmes, des politiques agricoles et des réglementations commerciales à la politique monétaire et au crédit étranger. Est-il possible de séparer certains des symptômes de la récession économique de leurs causes ?

AK : Eh bien, les trains de mesures de politique économique de ces dernières décennies ont eu un impact sur presque tous les secteurs, et les divers problèmes qui touchent les différents aspects de l'économie ont évolué au fil du temps. Par exemple, si nous prenons les politiques agricoles après la libéralisation, il y a eu une baisse séculaire des investissements de l'État dans l'agriculture. De plus, ces politiques ont réduit le taux de croissance de la production agricole et ont libéralisé le commerce agricole, augmentant ainsi les importations de produits dans ce secteur. Les politiques macroéconomiques du Sri Lanka ont cherché à favoriser le développement des infrastructures et les investissements immobiliers pour le tourisme soutenus par des capitaux étrangers, mais au détriment de l'agriculture à petite échelle et de l'autosuffisance alimentaire. Nous devons donc examiner chaque secteur, comme pour l'agriculture, séparément, mais aussi comprendre que les changements dans ces secteurs sont une conséquence des politiques économiques néolibérales.

HSA : Il semble y avoir un consensus général sur le fait que la position économique déjà assez précaire du Sri Lanka a été considérablement affaiblie par la pandémie de COVID-19. Quels types de mesures macroéconomiques et politiques le gouvernement actuel a-t-il adoptés en réponse à la pandémie ? Et quelle est votre analyse de ces réponses ?

AK : Le gouvernement a perdu un temps précieux même après que les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie soient devenues évidentes. Il a continué à répéter son manifeste électoral de 2019, « Vistas of Prosperity and Splendour » (« des perspectives de prospérité et de splendeur »), comme si rien n'avait changé avec le déclenchement de la pandémie et le début de la crise économique.

C'était peut-être sa plus grande erreur, car il semblait uniquement désireux de consolider son pouvoir et de faire passer ce qu'il considérait comme une solution facile à travers la financiarisation, notamment avec le 20e amendement qui a centralisé le pouvoir autoritaire sous la présidence de l'exécutif, et le Port City Bill (Projet de loi sur la ville portuaire) qui vise à créer une cité financière sur des terrains poldérés. Lorsqu'il a essayé de faire passer le projet de loi sur l'université de défense nationale de Kotelawala (KNDU - Kotelawala National Defence University), qui vise à militariser et à privatiser l'enseignement supérieur, la résistance de différentes fractions de la société a commencé à s'intensifier. Ce n'est qu'à la fin de 2021, lorsqu'ils ont présenté le budget pour l'année suivante, qu'ils ont même admis que le pays était en crise.

La population, qui avait, elle, conscience de la crise, a toutefois commencé à chercher d'autres moyens de stabiliser sa situation économique, notamment en se tournant vers l'agriculture. Mais cette démarche a été minée par l'interdiction soudaine d'importer des engrais chimiques au début de l'année 2021. Avec la pandémie et les confinements, les travailleurs et les travailleuses, en particulier les ménages qui gagnent un salaire journalier, ont été dévastés par la diminution de leurs revenus, tandis que l'aide aux personnes au Sri Lanka a été extrêmement faible, même par rapport à d'autres pays d'Asie du Sud.

HSA : Comment les économistes, les décideurs politiques et les faiseurs d'opinion de la sphère publique ont-ils discuté et débattu de cette crise ? Constate-t-on une polarisation selon certaines lignes de pensée qui reflètent peut-être aussi les divisions politiques ou idéologiques du pays ? Et pensez-vous que certains points de vue bénéficient d'une plus grande exposition médiatique que d'autres ?

AK : Il y a très peu de débat de fond sur l'économie. Alors que le gouvernement affirme publiquement qu'il ne cherchera pas à obtenir un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), il explore en fait les possibilités d'approcher le FMI. L'opposition, notamment le Samagi Jana Balawegaya (SJB), pense que le FMI est la solution miracle. La plupart des acteurs politiques et même les analystes, comme d'habitude, invoquent la corruption et croient que le FMI et le soutien de la Chine et de l'Inde peuvent, d'une manière ou d'une autre, résoudre la crise profonde du Sri Lanka.

Cependant, étant donné l'ampleur de cette crise - qui est pour moi comparable à l'époque de la Grande Dépression des années 1930 - il faut un changement radical par rapport aux politiques passées. Mais cela ne se produit pas. Les économistes sri-lankais sont devenus paresseux, régurgitant les prescriptions avancées par le FMI, la Banque mondiale et d'autres agences internationales, et ne sont pas à la hauteur du défi posé par cette crise historique. Le FMI peut ne fournir qu'une rallonge de l'ordre de 2 milliards de dollars ou au maximum de 3 milliards de dollars, alors que le déficit commercial en 2021 atteint 8,1 milliards de dollars.

Les partisans d'un accord avec le FMI pensent que cela permettra au Sri Lanka d'emprunter à nouveau sur les marchés internationaux des capitaux pour combler le déficit commercial jusqu'à ce que le tourisme décolle. En réalité, le coût de l'emprunt sera hors de portée du Sri Lanka, d'autant que les conditions mondiales ont changé, la Réserve fédérale américaine s'apprêtant à relever ses taux d'intérêt. En outre, emprunter sur les marchés des capitaux et renouveler la dette ne fera que prolonger la crise de la dette qui a piégé le Sri Lanka.

HSA : Récemment, on s'est demandé si l'utilisation du mot « néolibéral » décrivait correctement les politiques économiques du gouvernement actuel, étant donné qu'il impose un contrôle des prix et un protectionnisme commercial sur certains fronts. Comment décririez-vous les politiques économiques du gouvernement ? Pensez-vous qu'elles soient aussi évidentes qu'on le laisse entendre ?

AK : Au Sri Lanka, au cours des dernières décennies, il y a eu une pénurie d'études en économie politique et d'analyses marxistes, et par conséquent peu de personnes se sont engagées dans la théorisation du néolibéralisme. En fait, en 2012, certains d'entre nous ont organisé un séminaire hebdomadaire sur trois mois avec de jeunes universitaires et militants, afin de comprendre les évolutions au Sri Lanka, en s'appuyant sur les critiques du projet néolibéral.

Cela a contribué à créer un débat sur le néolibéralisme au Sri Lanka. On ne peut apprécier la valeur de l'utilisation du cadre du néolibéralisme pour analyser notre contexte économique que si l'on considère les développements locaux dans le contexte mondial. Il devient alors évident que tout cela fait partie d'un projet global de classe du capitalisme financier avec une idéologie qui réifie les marchés libres et les agents individuels, pousse de manière agressive à l'austérité et soutient tacitement tout État autoritaire tant qu'il sert les intérêts du capital.

Il est regrettable que nos universitaires et nos intellectuels n'engagent pas encore un débat rigoureux avec la vaste littérature sur le néolibéralisme, mais je vois aussi cela comme une conséquence de leur caractère de classe, et de la façon dont ils sont redevables aux intérêts occidentaux, qu'il s'agisse de projets de recherche financés par des donateurs ou de l'analyse économique néoclassique qui se perpétue dans les milieux universitaires occidentaux.

Bien que cela soit vrai dans une certaine mesure dans de nombreux autres pays du Sud, il existe une certaine résistance à ces idées, notamment en période de crise, qui conduit à un débat sur les alternatives. En Inde, par exemple, je suis les recherches publiées sur MacroScan, géré par l'Economic Research Foundation de New Delhi, qui offrent une alternative aux positions conservatrices et dominantes en économie. Au Sri Lanka, ces perspectives sont largement absentes.

Je dirais que, depuis la fin des années 1970, les gouvernements successifs du Sri Lanka ont suivi des politiques néolibérales, et que cette tendance s'est accélérée après la fin de la guerre en 2009. En outre, bien qu'il y ait quelques différences dans la manière dont les gouvernements successifs – ou, d'ailleurs, les nouveaux ministres des finances et gouverneurs de la Banque centrale – abordent ces politiques, l'idée maîtresse reste la même, façonnée par la vision néolibérale.

Le régime de Rajapaksa, par exemple, dissimule ses politiques, par ailleurs très favorables au marché, sous une rhétorique d'état providence et de développement rural. Cependant, lorsque l'on observe le privilège qu'il accorde au secteur financier et le faible investissement fait dans les secteurs publics les plus importants, son parti pris néolibéral est évident.

HSA : Au cours des derniers mois, la situation économique sri-lankaise a été largement couverte par la presse internationale. Dans quelle mesure avez-vous trouvé ces articles fiables ? Et y a-t-il d'autres observations intéressantes à faire sur cette couverture, notamment à la lumière des tensions géopolitiques croissantes dans la région de l'Océan Indien ?

AK : Depuis le début je suis d'avis que la couverture internationale a donné trop d'importance à la géopolitique en se concentrant sur l'Inde et la Chine, plutôt que sur les réalités du terrain au Sri Lanka. C'est une analyse superficielle de la part de la presse internationale et des groupes de réflexion, et encore plus lorsque les intellectuels sri-lankais la réduisent à un tel cadre géopolitique.

Il y a quelques années, j'ai souligné que ce n'était pas tant le piège de la dette chinoise qui devait nous inquiéter que la dette souveraine due aux marchés financiers, puisque la part de ces sources s'élevait respectivement à 10 % et 40 % de notre dette extérieure. J'ai soutenu que c'était la néolibéralisation de l'économie du Sri Lanka, avec une plus grande intégration au capital financier mondial, qui pousserait le Sri Lanka dans une crise plus profonde. À l'époque, peu de gens y ont prêté attention, mais aujourd'hui, au milieu de cette crise, tout le monde parle soudainement d'obligations souveraines.

Si l'on remonte aux cinq siècles de colonialisme, l'économie du Sri Lanka a été façonnée par les manœuvres géopolitiques et est restée une économie dépendante du commerce international. Par conséquent, les changements dans l'économie politique mondiale ont toujours eu un impact considérable sur l'île. S'il est important de considérer notre situation dans le cadre de tendances mondiales plus larges, le problème est de savoir comment contextualiser l'analyse de l'économie sri-lankaise dans chaque période de son histoire sans la réduire à une histoire globale.

J'ai constaté que c'est également un problème dans certaines fractions de la gauche, où certains pensent que prendre position sur la Chine et les États-Unis équivaut à résoudre le problème de classe au Sri Lanka.

HSA : Récemment, les agences de notation Fitch et Standard & Poor's ont abaissé les côtes de crédit à long terme du Sri Lanka, ce qui reflète prétendument l'incapacité du Sri Lanka à maintenir des devises étrangères suffisantes. Dans quelle mesure ces évaluations sont-elles exactes et devons-nous les prendre au sérieux ? En général, quelle est votre opinion sur la politique des agences de notation, et leur impact sur les politiques et les décisions économiques ?

AK : Les agences de notation, les institutions financières internationales et les financiers mondiaux se renforcent mutuellement, en particulier au cours des quatre dernières décennies, depuis que le capital financier mondial est hégémonique. Les agences de notation ne sont donc pas neutres et ont un impact considérable en termes d'orientation des flux de capitaux mondiaux. Leurs affirmations conduisent à des prophéties auto-réalisatrices. Ainsi, si les notations baissent, affirmant que le Sri Lanka ne peut mobiliser suffisamment de devises étrangères, les marchés obligataires exigeront une prime plus élevée sur les obligations sri-lankaises, ce qui rendra plus difficile l'accès aux prêts étrangers.

HSA : Enfin, quelles sont les meilleures options pour le Sri Lanka pour faire face à la situation économique actuelle ? Le gouvernement peut-il améliorer la situation budgétaire du pays tout en protégeant celles et ceux qui risquent d'être confrontés à la pauvreté en raison de politiques qui pourraient tendre vers l'austérité ?

AK : La balance commerciale du Sri Lanka, avec des importations supérieures de 80 % aux exportations, signifie qu'il faudra beaucoup de temps avant que les exportations ne rattrapent les importations, indépendamment des politiques de développement, si le marché extérieur est laissé à lui-même.

Le gouvernement n'a pas d'autre choix que de restreindre les importations et de donner la priorité aux biens essentiels tels que les aliments, les médicaments et les biens intermédiaires, y compris le carburant nécessaire à la production, à la consommation intérieure et aux exportations. Afin de donner la priorité à ces importations, l'État doit mettre en place un système de distribution publique, dans lequel l'État prend en charge les importations. Sinon, les commerçants privés qui importent n'établiront pas de priorités et continueront à importer des articles de luxe si la marge est plus élevée, comme cela a été le cas au cours des deux dernières années.

La décision du président Rajapaksa de réduire les impôts peu après les élections de 2019 a fait que les recettes publiques sont tombées à un niveau historiquement bas de 9 % du PIB. Par conséquent, le gouvernement n'a pas été en mesure d'apporter un soulagement à la population pendant cette crise dévastatrice. Étant donné qu'il est difficile de faire peser sur la population des impôts indirects, et même des impôts directs sur le revenu, lorsque l'économie est en récession, que les revenus se réduisent et que le coût de la vie augmente, le gouvernement devrait mettre en place un impôt sur la fortune et redistribuer la richesse à la fois pour soulager la population et pour que l'État investisse afin de sortir l'économie de la crise, notamment pour créer de la demande afin de stimuler la production locale.

Nous vivons une période exceptionnelle et, si nous devons emprunter à l'histoire mondiale, une situation similaire aux crises des années 1920 et 1930. Parmi les options qui s'offraient alors au monde figuraient la révolution communiste et le fascisme. Au milieu de cette crise, John Maynard Keynes a proposé une approche économique très différente ainsi qu'un régime politique qui a abouti aux États-providence, lesquels ont en fait sauvé le capitalisme. Les temps sont semblables, et la question est de savoir si les Sri Lankais sont prêts à sortir des sentiers battus plutôt que de régurgiter de vieilles platitudes sur l'économie ?

Que cela nous plaise ou non, d'énormes changements vont survenir, y compris l'émergence d'institutions radicalement différentes, comme ce fut le cas des subventions des produits alimentaires, l'éducation gratuite et les systèmes de santé universels après la crise des années 1930 – ou, d'ailleurs, la reconfiguration néolibérale de l'État et de la société après la crise des années 1970.

Nous assistons déjà au démantèlement de ces systèmes, avec des revendications différentes émanant de divers groupes sur le terrain ; les luttes croissantes des syndicats et les protestations des agriculteurs sont révélatrices. La trajectoire future va dépendre de la façon dont les travailleurs et les travailleuses vont faire avancer leurs enjeux et de la façon dont l'élite et les classes dirigeantes vont essayer de manœuvrer la crise.

Comprendre le soulèvement populaire au Sri

<https://www.contretemps.eu>

Lanka

redaction

~~Au cours des quatre dernières décennies au Sri Lanka, les excès de l'élite, y compris leur~~ accumulation inique et leur consommation ostentatoire, se sont produits aux dépens et au prix de la souffrance des travailleuses et des travailleurs qui s'échinent dans les usines de confection, dans les plantations de thé et en tant que travailleurs et travailleuses migrantes dans les secteurs domestique ou informel. Mais nous sommes parvenues à un point de basculement, et c'est une lutte des classes cachée sous les perturbations de la pandémie et qui entre en ébullition avec la crise économique qui déterminera notre avenir.

*

Traduction de l'anglais par Contretemps.

Notes

[1] NdT : Ce pogrom, prémédité par les autorités, a dégénéré en des violences de masse dans tout le pays à l'encontre de la minorité tamoule et est souvent perçu comme le point de départ de la guerre civile qui opposa militants tamouls et gouvernement sri lankais jusqu'en 2009.